

donc à personne de déclarer qu'une structure créée par une puissance coloniale est sacrée et que quiconque propose de la changer doit être immédiatement contraint de quitter le pays, être vilipendé et harcelé.

Nous devons agir sur le plan concret. Nous savons ce qui s'est passé. Nous regrettons l'absence de guides. Toutefois, tous les partis à la Chambre doivent tenter d'adopter une attitude positive et de trouver ne fût-ce qu'un remède ou une solution. Les Canadiens, j'en suis persuadé, sont émus; ils ne restent pas indifférents aux tourments des habitants d'un pays qui a tant souffert et pendant si longtemps. Je me joins donc à tous ceux qui prient et implorent le gouvernement de donner suite à cette résolution. Il reste à trouver le moyen d'amener un cessez-le-feu; cela nous convie à une action future. Entre-temps, il y a ce secteur où nous pouvons intervenir. Pour l'amour de Dieu et de l'humanité, mettons-nous à l'œuvre.

M. J. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby):

Monsieur l'Orateur, comme il se fait tard, mon intervention sera aussi courte que possible. Avant d'entrer dans le vif de mon sujet, il serait peut-être bon que je fasse remarquer à la Chambre que, sauf une ou deux exceptions, aucun député ministériel n'a réellement traité de la résolution dont nous sommes saisis. Ils ont entrepris de parler d'une foule de questions. J'aimerais leur rappeler sur quoi ne porte pas le débat. Ce n'est pas une résolution recommandant que le gouvernement du Canada envoie des armes au Biafra ou ailleurs.

Ce n'est pas non plus une recommandation visant à porter ce problème devant les Nations Unies. Ce n'est pas une résolution portant sur le génocide, ou recommandant que le Canada appuie sur le plan politique l'un ou l'autre camp. Ce n'est pas une motion de censure à l'égard du Royaume-Uni ou de l'URSS. Enfin, ce n'est pas non plus une résolution touchant la reconnaissance du Biafra comme État politique. Toutes ces propositions auraient pu être faites fort sérieusement et on aurait pu fort sérieusement les opposer. Toutefois, la Chambre n'est saisie aujourd'hui d'aucune d'entre elles. Mais presque tous les députés ministériels ont décidé de parler de l'une ou de l'autre de ces questions qui n'ont rien à voir au débat.

La motion dont la Chambre est saisie déclare que le gouvernement a omis de prendre les mesures voulues pour soulager la famine massive au Nigéria et au Biafra et, en

outre, elle demande avec instance au gouvernement de changer sa politique à cet égard. Ce que je vais proposer, monsieur l'Orateur, c'est ce dont nous devrions discuter. J'espère que le secrétaire parlementaire du secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Goyer), lorsqu'il prendra prochainement la parole, en tiendra compte. J'aimerais donc revenir à l'argument avancé, il me semble, en termes modérés, raisonnables et rationnels par le député de Greenwood (M. Brewin) au début du débat.

• (9.50 p.m.)

Il a tenté de se limiter à cette question et il s'est arrêté au problème que le gouvernement a eu, semble-t-il, à prendre des mesures contre la famine au Nigéria et au Biafra. Le député de Greenwood a relevé quatre raisons que le gouvernement a invoquées à diverses reprises pour expliquer son inaction. De façon très systématique, il a essayé de traiter de chacune d'elles, et aucune réponse satisfaisante n'est venue des ministériels. En premier lieu, il a dit ces derniers temps, que le gouvernement s'était occupé exclusivement des vols de jour. Le gouvernement ne tient pas vraiment à trouver d'autres méthodes pour expédier des fournitures médicales ou des vivres à ce pays. Il a signalé, comme le député d'Egmont et d'autres membres de l'opposition, que des raisons sérieuses et légitimes expliquent l'hésitation du gouvernement biafrais à accepter les diverses propositions faites au sujet des vols de jour.

On a également signalé que le gouvernement nigérian s'est vivement opposé à diverses propositions concernant les vols de jour. Je prétends que la question des vols de jour n'est pas en litige et que ce n'est pas ce que nous discutons ce soir. Il faut considérer comme une imposture les innombrables tentatives des députés ministériels qui cherchent à prouver que toute la question du Nigéria et du Biafra n'est qu'une affaire de vols de jour.

Le deuxième point soulevé par le député de Greenwood et la deuxième raison que le gouvernement a donnée pour ne pas se mêler à cette tragique situation est que la Croix-Rouge est la seule institution que nous devons appuyer dans nos efforts en vue d'aider la population du Nigéria et du Biafra. Comme l'a signalé le député de York-Sud (M. Lewis) et d'autres députés, la Croix-Rouge n'a fait aucun vol depuis juin et le gouvernement le sait fort bien. Pourquoi ne pouvons-nous pas accorder notre aide à Canairelief ou à la Joint